

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Aurillac, le 27 mai 2016

Unité inter Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme

Subdivision du Cantal

Nos réf. : 20160527-RAPVIS-INSP-AUR—JCB/AC/MFM  
Affaire suivie par : Jean-Claude BOUDET  
[jean-claude.boudet@developpement-durable.gouv.fr](mailto:jean-claude.boudet@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél. 04 71 62 49 39 – Fax 04 73 43 15 99  
Courriel : [cantal.dreal-auvergne@developpement-durable.gouv.fr](mailto:cantal.dreal-auvergne@developpement-durable.gouv.fr)

**RAPPORT DE CONTRÔLE DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Établissement**

<b>Raison sociale :</b> CYMARO <b>Lieu-dit :</b> « Bussac » <b>Commune :</b> MASSIAC <b>Activité principale :</b> Carrière <b>Régime de l'établissement :</b> <input type="checkbox"/> SEVESO AS <input type="checkbox"/> SEVESO SB <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> IPPC <input type="checkbox"/> Enregistrement <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Non classé <input type="checkbox"/> Site et sols pollués	<b>Date de la visite :</b> 25 mai 2016  <b>Type de visite :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Approfondie <input type="checkbox"/> Courante <input type="checkbox"/> Rapide <input checked="" type="checkbox"/> Annoncée <input type="checkbox"/> Inopinée <input type="checkbox"/> Planifiée <input type="checkbox"/> Circonstancielle
---	--

**Thèmes de la visite**

Situation de l'installation au regard :

- de certaines prescriptions d'une part des arrêtés préfectoraux réglementant l'autorisation d'exploiter, d'autre part de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, principalement sur les thèmes suivants :
  - x situation administrative de l'établissement par rapport à la réglementation des Installations Classées ;
  - x les suites données à la précédente inspection et les actions mises en œuvre afin de résorber les écarts et demandes formulées ;
  - x mise en sécurité du site vis-à-vis de son environnement et des tiers ;
  - x suivi des conditions d'exploitation et de remblayage ;
  - x conformité des émissions sonores de l'établissement par rapport à l'arrêté ministériel modifié du 23 janvier 1997 ;
  - x surveillance des retombées de poussières ;
- et de certaines prescriptions issues du Code du travail et du RGIE, portant notamment sur :
  - x les suites de la précédente inspection ;
  - x mise à jour de l'évaluation des risques et élaboration du document unique ;
  - x les suites de l'intervention de l'organisme extérieur de prévention (OEP) ;
  - x Suivi médical des salariés ;
  - x conformité et suivi des équipements de travail mobiles, conformité CE ou RGIE des engins

## Référentiels de la visite

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 2015-375 du 2 avril 2015
- arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
- Code de l'Environnement
- Code du travail et RGIE

### Inspecteurs présents :

Jean-Claude BOUDET, inspecteur de l'environnement  
Christophe RIBOULET, inspecteur de l'environnement

### Personnes rencontrées :

M. LAFARGE Jean-Yves, Gérant

## Principales constatations effectuées

L'inspection a donné lieu d'une part à un contrôle administratif sur pièces (plans, registres...) et d'autre part à une visite physique, sur diverses parties du site d'extraction (front, carreau, piste, secteurs remis en état). Le site ne connaissait aucune activité le jour de la visite. Les points suivants ont pu être observés :

### Au titre du Code de l'Environnement et des textes ICPE (arrêté d'autorisation)

- Voir la « fiche de suites de la visite d'inspection » annexée au présent rapport (annexe I).

### Au titre du Code du Travail et du RGIE

- Voir le « tableau des constats d'écart et des constats pertinents » annexé au présent rapport (annexe II)

## Conclusion

Compte tenu des constatations telles que mentionnées dans les annexes précitées, une lettre de suite est adressée à l'exploitant pour lui confirmer les différents écarts, demandes et observations résultant de la visite du 25 mai 2016. Des actions correctives doivent être engagées permettant de traiter l'ensemble des non-conformités constatées le jour de l'inspection.

Celles-ci ne nécessitent pas en l'état de proposer à monsieur le préfet la signature d'un arrêté de mise en demeure pour rappeler à l'exploitant l'obligation de respecter les textes applicables. Cette suite administrative pourra être envisagée par l'Inspection en charge des Installations Classées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

**Toutefois, il appartient à l'exploitant de résorber l'ensemble des non-conformités mentionnées dans les annexes précitées. Le délai de résorption des écarts ou demandes formulés figurant sur ces documents ne saurait en rien exonérer l'exploitant de ses responsabilités.**


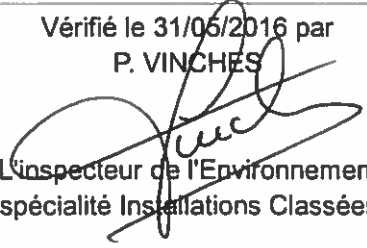
## Suites données à l'inspection

Écarts relevés	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Proposition de mise en demeure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Proposition d'arrêté complémentaire	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Commentaires : une lettre de suite est adressée à l'exploitant	

**Pièces jointes :**

**Annexe I :** Fiche de suites de la visite d'inspection au titre du Code de l'Environnement.

**Annexe II :** Tableau des constats d'écart et des constats pertinents au titre du règlement Général des Industries Extractives (RGIE) et du Code du Travail.

<p>Rédigé le 27/05/2016 par Jean-Claude BOUDET</p>  <p>L'inspecteur de l'Environnement (spécialité Installations Classées) en charge de l'inspection du travail dans les industries extractives</p>	<p>Vérifié le 31/05/2016 par P. VINCHES</p>  <p>L'inspecteur de l'Environnement (spécialité Installations Classées)</p>	<p>Approuvé le 31/05/2016 par P. VINCHES</p>  <p>Pour la Directrice, Le Chef de l'Unité inter-Départementale délégué du Cantal</p>
--	--	--



<b>Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement</b> <b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>		<b>CARRIERES</b> Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	
Unité inter Départementale Cantal-Allier-Puy de Dôme 13, Place de la paix CS 50712 15007 – AURILLAC Cedex Tél. : 04,71,62,49,39 Fax. : 04,73,43,15,99		Visite d'inspection du 25 mai 2016 Carrière située au lieu-dit « Bussac » sur la commune de MASSIAC Exploitant : Société CYMARO Le Bas de Neyrand, 63500 Saint-Yvoine	
		Page : 1 de 10	

### ANNEXE I : FICHE DE SUITES DE LA VISITE D'INSPECTION

Lors de l'inspection de l'exploitation de carrière citée ci-dessus, ont été relevées des observations, remarques ou des écarts par rapport à la réglementation.

Il vous appartient de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires de mise en conformité spécifiées pour chacune d'elles et d'informer la DREAL des suites données par retour (ce délai ne vous exonère pas de votre responsabilité).

N°	Prescriptions vérifiées	Justifications communiquées par l'exploitant	Contrôles réalisés et constatations résultant des investigations	Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et bilan
<b>Suite de la précédente inspection du 6 décembre 2013</b>				
1	<p>Détail de la prescription : Réaliser une mesure des différents paramètres de rejet des eaux à l'extérieur du site</p> <p>Le dispositif de décantation doit être régulièrement entretenu de manière à conserver son efficacité. Les abords doivent être nettoyés.</p> <p>La clôture périphérique doit être mise en place, ainsi que la signalisation appropriée (risque de noyade).</p> <p>Constat de l'inspecteur: les eaux de ruissellement impactant le site sont collectées dans un bassin de décantation avant rejet à l'extérieur du site. Une mesure des différents paramètres de rejet doit être réalisée au moins tous les trois ans .</p>	<p>Aucune mesure du rejet d'effluents aqueux n'a été réalisé.</p>	<p>Aucun justificatif de résultats de mesures de rejet d'eau en provenance de la carrière n'a pu être présenté le jour de l'inspection.</p> <p>Le bassin de décantation présent sur le site ne dispose d'aucun éléments de mise en sécurité, ni de la mise en place d'une signalisation de prévention adaptée.</p>	<p>ECART 1 : L'exploitant doit effectuer une campagne de mesures de la qualité des rejets aqueux vers le milieu extérieur générés par son site carrière. Les modalités de contrôle et les paramètres analysés seront conformes aux termes des articles 9.4 et 9.5 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 2015.</p> <p>DEM 1 :Le dispositif de</p>

	Le bassin n'a pas été curé dernièrement. La clôture périphérique est déficiente de même que la signalisation			clôture du bassin de récupération des eaux situé sur le carreau de la carrière doit être amélioré et complété permettant de créer une entrave efficace d'accès. Ce dispositif doit être complété par une signalisation prévenant des dangers
2	Détail de la prescription : Établir le plan de gestion des déchets inertes et des terres non pollués Constat de l'inspecteur : le plan de gestion des déchets inertes et des terres non pollués n'a pas été transmis au préfet	Un plan de gestion des déchets inertes et des terres non pollués est présenté en séance.	Le document présenté le jour de l'inspection a été réalisé courant 2015. Il comporte l'ensemble des éléments fixés par la réglementation notamment l'article 16bis de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994. Il a fait l'objet d'une transmission aux services préfectoraux le 20 mai 2016.	Pas de non conformité constatée le jour de l'inspection.
3	Détail de la prescription : transmettre à l'inspection une copie du plan topographique Constat de l'inspecteur : le plan topographique, établi par le géomètre doit être actualisé ;	Le dernier plan d'exploitation en possession de l'exploitant date de l'année 2008.	Aucun plan d'exploitation correspondant à la situation actuelle du site n'a pu être présenté en séance le jour de la visite.	ECART 2 : L'exploitant doit réaliser à périodicité minimale annuelle un plan d'exploitation de son site carrière sur lequel doit figurer l'ensemble des éléments énumérés à l'article 22 de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière.
4	Détail de la prescription : Faire procéder par un laboratoire agréé à l'analyse de l'huile contenu dans le transformateur électrique pour déterminer la concentration en PCB/PCT. Si la présence est avérée, suivant la concentration, se conformer, sans délai, aux obligations réglementaires (élimination ou décontamination de l'appareil par des entreprises agréées) Constat de l'inspecteur : l'huile contenu dans le transformateur électrique doit faire l'objet d'une analyse pour détection éventuelle de PCB;	Une analyse du fluide contenu dans le transformateur électrique a été réalisée suite à la dernière visite d'inspection. Sur déclaration de l'exploitant, il n'a pas été mis en évidence la présence de PCB/PCT.	Aucun justificatif d'analyse n'a pu être présenté en séance.	DEM 2 : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats d'analyse du fluide contenu dans le transformateur électrique. En cas de présence avérée de PCB/PCT, il appartient à l'exploitant de faire procéder à la décontamination de cet équipement et à l'élimination du fluide contaminé par une filière adaptée.

Arrêté préfectoral du 2 avril 2015 (AP1)																							
5	<p><b>Article 1 – Nature de l'autorisation</b></p> <p>Situation administrative de l'établissement.</p> <table><tr><td>Activités</td><td>Capacité</td><td>Rubrique</td><td>Régime</td></tr><tr><td>Exploitation de carrière</td><td>30 000 t/an maxi</td><td>2510-1</td><td>A</td></tr><tr><td>Concassage , criblage</td><td>400 kW</td><td>2515-1b</td><td>E</td></tr><tr><td>Station de transit</td><td>&lt; 10 000 m3</td><td>2517-3</td><td>D</td></tr></table> <p>Evolution, modification de l'exploitation. Porter à connaissance ?</p> <p>Durée d'autorisation de 10 ans incluant la remise en état.</p>			Activités	Capacité	Rubrique	Régime	Exploitation de carrière	30 000 t/an maxi	2510-1	A	Concassage , criblage	400 kW	2515-1b	E	Station de transit	< 10 000 m3	2517-3	D	<p>Le site n'a connu aucune évolution depuis la notification de l'arrêté préfectoral en vigueur.</p>		<p>Le site ne connaissait aucune activité tant d'extraction que de traitement de matériaux le jour de l'inspection.</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de la visite.</p>
Activités	Capacité	Rubrique	Régime																				
Exploitation de carrière	30 000 t/an maxi	2510-1	A																				
Concassage , criblage	400 kW	2515-1b	E																				
Station de transit	< 10 000 m3	2517-3	D																				
Article 3 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES																							
6	<p><b>Article 3.2 AP1 Bornage</b></p> <p>Un bornage est effectué au frais de l'exploitant. Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous points nécessaires à la délimitation des terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.</p> <p>L'une d'entre elles, fixe et invariable, est nivelée par référence à la côte NGF.</p>			<p>Un bornage a été effectué dans le cadre du renouvellement de l'autorisation.</p> <p>Le contrôle de présence des éléments de bornage sur le terrain est effectué lors de l'intervention du géomètre lors de l'actualisation du plan d'exploitation.</p>		<p>Un plan de bornage du 24 avril 2008 est à disposition. Ce document référence l'ensemble des bornes de terrain.</p> <p>Toutefois, le contrôle visuel sur site exclusivement réalisé sur le linéaire Nord de l'emprise autorisée laisse apparaître plusieurs manquements.</p>	<p><b>DEM 3 : L'exploitant doit s'assurer par un contrôle adapté de la présence physique des bornes de limite de propriété de son emprise carrière. Ces opérations de contrôle de présence doivent faire l'objet d'une traçabilité sur tout support à sa convenance.</b></p>																

7	<p><b>Article 3.3 AP1 Clôture</b></p> <p>Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace que l'on ne puisse pas franchir de manière involontaire (roncier, câble, grillage...). Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes.</p> <p>Le danger que représente l'exploitation de la carrière est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiquent suivant le cas : DANGER-CARRIERE- INTERDICTION DE PENETRER- EBOULEMENT – CHUTE DE BLOC – TIR DE MINES...</p>	<p>Une clôture est mise en place sur l'intégralité du périmètre de la carrière.</p> <p>Cette dernière est agrémentée de signalisations d'interdictions de pénétrer prévenant des dangers que représente l'exploitation.</p>	<p>Il est constaté, notamment sur le linéaire Nord et Sud de la carrière, la présence d'une clôture 3 fils représentant une entrave solide et efficace.</p> <p>Toutefois, la fréquence des pancartes prévenant des dangers et signalant les interdictions d'usage à ce type d'exploitation ne sont que partiellement mise en place sur le linéaire Nord de la carrière.</p>	<p><b>DEM 4 : L'exploitant doit mettre et maintenir en place des panneaux d'interdiction d'accès à toute personne non autorisée et prévenant des dangers encourus judicieusement disposés sur l'ensemble du pourtour de la carrière.</b></p>
8	<p><b>Article 3-4 AP1 Plate-forme engins</b></p> <p>Une plate-forme étanche utilisée pour l'entretien et le ravitaillement exclusif des engins mobiles est conservée. Elle forme rétention permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir.</p> <p><i>(Cf art 9.2 : munie d'un décantateur-séparateur d'hydrocarbures )</i></p> <p>Les normes de rejets précisées à l'article 10-4 devront être respectées.</p>	<p>La plate-forme bétonnée existante a été maintenue en place.</p> <p>Les éventuelles opérations d'entretien de l'engin présent sur le site sont réalisées sur cette aire dédiée.</p>	<p>La plate-forme présente sur site est située à proximité de l'ancienne installation de traitement des matériaux. Équipée d'un point bas, la totalité des écoulements transite par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet vers le bassin de décantation.</p> <p>Toutefois, la configuration de l'accès à cette aire pour un engin de type chargeur pourrait être améliorée.</p>	<p><b>DEM 5 : Les caractéristiques dimensionnelles de l'accès à la plate-forme étanche actuelle doivent être améliorées. (Il est rappelé en séance à l'exploitant que tout stationnement prolongé (nuits, week-end) d'engins sur le site doit être effectué sur la dite aire).</b></p>



9	<p><b>Article 3-6 AP1 Eaux pluviales</b></p> <p>La totalité des eaux de ruissellement impactant la zone d'extraction, de stockage des matériaux et des diverses plate-formes sera collectée, puis décantée avant rejet à l'extérieur du site.</p> <p>Les dimensions des bassins doivent être adaptées à la surface des zones à drainer et tenir compte des précipitations d'occurrence décennale (stockage minimum de 200 m³).</p> <p>Un exutoire calibré permettra l'évacuation des eaux collectées vers le réseau hydrographique. Les normes de rejets précisées à l'article 9-4 devront être respectées.</p>	<p>Il existe un seul point de rejet vers le milieu extérieur en sortie du bassin de décantation.</p>	<p>La topographie du site tend à démontrer que toutes les eaux de ruissellement s'éliminent soit par infiltration soit sont canalisées vers le bassin de décantation présent sur site.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit s'assurer du dimensionnement suffisant du bassin existant sur le site.</p>	<p><b>DEM 6 :</b> L'exploitant doit fournir les éléments d'appréciation nécessaires permettant de s'assurer d'une contenance suffisante du bassin de décantation. Sa capacité de rétention doit répondre à la prescription de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral (volume minimal de 200 m³).</p>
<b>Article 5 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION</b>				
10	<p><b>Article 5.1 – AP1 Principe d'exploitation</b></p> <p>[...]L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommée désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.[...]</p>	<p>Monsieur Lafarge est désigné comme Directeur Technique des Travaux (DTT).</p> <p>Le chef de carrière est Monsieur DUVAL Nicolas, intervenant sur le site.</p>	<p>Monsieur Nicolas DUVAL n'était pas présent le jour de l'inspection.</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de la visite.</p>
11	<p><b>Article 5.6 – Mesures particulières</b></p> <p><u>Compatibilité avec les documents d'urbanisme :</u></p> <p>Les travaux de décapage et d'extraction concernant les terrains objet de l'extension ne pourront être entrepris qu'après validation par les élus de la commune de MASSIAC du plan local d'urbanisme approuvant le nouveau zonage Ncar autorisant l'exploitation de la carrière.</p> <p><u>Co-visibilité de la carrière avec les sites classés au titre des monuments historiques (Église Saint-Victor de Bussac, Abords de l'Église Saint-Victor) :</u></p> <p>Préalablement aux travaux d'extension de la carrière, il sera créé, en limites de l'exploitation, une haie bocagère identique à celles existantes aux environs (haies variées) avec plantation d'arbres d'essences locales (feuillus) à fort développement.</p> <p><u>Protection des espèces et des espaces patrimoniaux :</u></p> <p>L'exploitant mettra en œuvre les mesures suivantes :</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 9 avril 2015.</p>	<p>Le nouveau PLU autorise l'exploitation de carrière sur le périmètre concerné.</p> <p>L'exploitant déclare apporter une vigilance particulière au période d'exploitation et de décapage afin qu'elles ne soient pas à l'origine de perturbation de la faune locale.</p> <p>Des travaux complémentaires de végétalisation sur le pourtour du site seront finalisés à l'avancement des travaux afin de respecter les prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>	<p>Pas de non conformité significative constatée le jour de l'inspection.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>décaper des sols en se limitant et se coordonnant au strict besoin de l'extraction ;</li> <li>assurer la remise en état progressive des secteurs définitivement exploités avec notamment la plantation de végétaux d'essences locales ;</li> <li>aménager les gradins résiduels pour favoriser l'avifaune rupestre ;</li> <li>préserver les haies et les friches périphériques,</li> <li>conserver et aménager les points d'eau existant sur la carrière pour protéger les amphibiens ;</li> </ul>			
<b>Article 6 : REMISE EN ETAT</b>				
12	<p><b>Article 6.3 AP1 - Remblayage</b> Le remblayage n'est autorisé qu'avec des matériaux de découverte ou des stériles issus de la carrière.</p> <p>[...] L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...].</p> <p><i>NOTA : Conformité du document avec les termes de l'article 16bis AM 22 septembre 1994</i></p>	Cf point 2 du présent rapport.	<p>Il est constaté le jour de l'inspection l'apport de matériaux extérieurs dans le cadre du remblaiement de la partie Sud, Sud-Est du site.</p> <p>Même si les matériaux précités semblent réunir les caractéristiques de déchets inertes (terre), cette disposition n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur applicable au site.</p>	<p><b>ECART 3 : L'exploitant doit suspendre toute apport de matériaux extérieurs dans le cadre des opérations de remblaiement du site. Il doit porter à la connaissance du préfet cette modification des conditions d'exploitation de sa carrière. En outre, il lui appartient de décrire les quantités, la nature des matériaux extérieurs acheminés sur le site et les zones de dépôts dont le site a fait l'objet jusqu'à ce jour. En fonction des éléments d'appréciation fournis, un enlèvement pourra être demandé par les services de l'inspection.</b></p> <p><b>Le maintien d'éventuel apports de matériaux extérieurs doit faire l'objet d'une demande préalable aux services préfectoraux, accompagnée d'un dossier en conséquence. L'octroi de cette</b></p>

					possibilité ne peut être accordé que par à la notification d'un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Article 9 : POLLUTION DES EAUX</b>					
13	<u>Article 9-1 Prélèvement d'eaux dans le milieu naturel</u>  Il n'y a pas de prélèvement d'eau dans le milieu naturel. Les eaux utiles à l'exploitation seront prélevées dans le bassin de décantation.	Aucun prélèvement d'eau au milieu extérieur n'est effectué.	Il n'est constaté aucun prélèvement d'eau extérieure le jour de l'inspection. <i>Le site ne connaissait aucune activité le jour de la visite.</i>	Pas de non conformité constatée le jour de la visite.	
14	<u>Article 9.2 – Prévention des pollutions accidentelles</u> [...] l'entretien lourd et les réparations des véhicules et engins mobiles sont effectués hors du site. En cas d'impossibilité technique majeure, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter toutes fuites de flux polluant. En cas d'utilisation d'un groupe électrogène, celui-ci est implanté sur une aire étanche, d'un volume de rétention égal au total des réservoirs du groupe, et en mesure de collecter les éventuelles écoulements lors des remplissages. En cas d'utilisation d'un groupe de concassage mobile, le ravitaillement et le petit entretien sont réalisés sur l'aire étanche existante, ou sur un équipement apte à assurer la récupération totale du plus grand réservoir du groupe de concassage. [...]	Seul le chargeur affecté au site carrière peut faire l'objet d'un entretien et d'un ravitaillement sur site.  Le concassage est réalisé par une entreprise extérieure employant une unité mobile. Aucune opération d'entretien de cet équipement n'est effectuée sur site.	On note la présence d'un chargeur et d'une unité mobile de concassage sur le site.	<b>DEM 7 : L'exploitant doit établir une consigne permettant d'encadrer les opérations d'entretien et de ravitaillement des différents équipements de travail, appelés à être réalisés sur site. Ce document doit expliciter la méthodologie à respecter et les différents équipements de protection à mettre en place afin de prévenir de toute pollution accidentelle lors de ces interventions.</b>	
15	<u>Article 9.4 et 9.5 Qualité des effluents et périodicité de contrôle</u> Les eaux rejetées au milieu naturel doivent respecter les paramètres suivants : PH compris en 5,5 et 8,5, - Température inférieure à 30°C, - MEST (1) inférieure à 35 mg/l, - DCO (2) inférieure à 125 mg/l, - Indice hydrocarbures inférieur à 10 mg/l, - Couleur (modification du milieu récepteur) 100 mgPt/l.  A minima un contrôle tous les ans accompagné d'une mesure des débits.			<b>Cf ECART 1</b>	<b>Cf ECART 1</b>

## Article 10 : POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES

<p>16</p> <p><b>Article 10.6 - Surveillance des retombées des poussières</b></p> <p>Une mesure des retombées atmosphériques totales et de surveillance des poussières en suspension dans l'environnement sera mise en place par l'exploitant dans les six premiers mois suivant la mise en service de l'installation. Ces mesures comporteront au minimum trois stations implantées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un emplacement témoin correspondant au lieu le moins impacté par l'exploitation de la carrière</li> <li>• un emplacement à proximité immédiate des premières habitations</li> <li>• un emplacement, en limite de site, correspondant à une zone significative d'émission de poussières de l'installation, prenant en compte les vents dominants.</li> </ul> <p>La campagne de mesure dure 30 jours.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour notamment pour la jauge installée près des habitations les plus proches.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée, l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières dans l'environnement seront renouvelées tous les trois ans, dans les conditions définies ci-dessus.</p>	<p>Aucune mesure de retombées de poussières n'a été effectuée.</p>	<p>Aucun justificatif de mesures de retombées de poussières n'a pu être fourni en séance.</p>	<p><b>ECART 4 :</b> L'exploitant doit réaliser une mesure des retombées de poussières dont son établissement est à l'origine. Cette opération doit être réalisée lors d'un fonctionnement significatif du site. En outre, cette campagne doit être effectuée en conformité avec les termes de l'article 10.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
--	--	---	--

## Article 11 : BRUIT

17	Conformité de l'établissement aux prescriptions de l'arrêté ministériel modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Un contrôle des émissions acoustiques doit être effectué à périodicité annuelle (art 11.4 AP1) en période de fonctionnement significatif et sur l'ensemble des installations.	Aucune mesure des émissions sonores dont l'établissement est à l'origine n'a été effectuée.	Aucun document démontrant la réalisation de mesures des émissions sonores n'a pu être fourni en séance.	ECART 5 : L'exploitant doit réaliser une campagne de mesures des émissions sonores générées par son établissement en conformité avec les termes de l'arrêté ministériel modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cette campagne doit être effectuée au cours d'une période de fonctionnement significative.
----	--	---	---	--

## Article 16 : AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS

18	<p><u>17-1 Installations électriques</u></p> <p>Les installations électriques seront réalisées par des personnes qualifiées, avec du matériel électrique approprié, conformément aux règles de l'art et suivant les textes et les normes en vigueur. Il en est de même des adjonctions, modifications ou réparations.</p> <p>Les équipements métalliques (charpentes, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont mis à la terre conformément aux normes applicables et compte tenu de la nature des produits.</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état. Les défauts et anomalies constatées sont supprimées dans les meilleurs délais.</p> <p>Elles doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification, puis vérifiées périodiquement par une personne ou un organisme agréé.</p>	Le site ne bénéficie plus d'aucune alimentation électrique.	<p>Les équipements de travail présent sur site ne nécessitent pas d'alimentation électrique.</p> <p>Il n'est pas noté la présence d'un éventuel groupe électrogène.</p> <p>Le pont bascule du site est alimenté à partir de panneaux solaires.</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de l'inspection.</p>
----	--	---	--	---

19	<p>L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m,</li> <li>• le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),</li> <li>• les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.</p> <p>Cette mise à jour concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes - stocks),</li> <li>• les surfaces défrichées à l'avancement,</li> <li>• le positionnement des fronts,</li> <li>• l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),</li> <li>• l'emprise des zones remises en état,</li> <li>• les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.</li> </ul> <p>Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écartis par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.</p> <p>Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Cf point 3 du présent rapport.	Cf ECART 2
----	--	--------------------------------	------------

# **TABEAU DES CONSTATS D'ECARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS**

Société CYMARO

Site Carrière au lieu-dit « Bussac » sur la commune de MASSIAC

Visite d'inspection du 25 mai 2016

## **Référentiel : Règlement général des industries extractives et Code du travail**

Code de référence	Exigence à vérifier	Document Unique/ DSS	Remarques/Réponse apportée/référence réglementaire
	Plan d'exploitation actualisé (arrêté ministériel du 24 juillet 1995) avec détermination des portions de pistes (>10%, >15%):		Le plan d'exploitation présenté le jour de l'inspection, daté de 2007, est obsolète et n'est pas représentatif de la configuration actuelle du site. En outre, les pourcentages de pente des différentes pistes identifiées sur le site n'y sont pas reportés. <b>ECART 1 :</b> L'exploitant doit réaliser et effectuer une mise à jour régulière de son plan d'exploitation. Au titre de la réglementation du travail en industrie extractive, ce document doit mentionner et identifier les pourcentages de pente de l'ensemble des pistes de circulation présentes sur le site.
RGIE CDT	Art L.4121-3 CDT Evaluation des risques (ER) réalisée ?  Art R4121-1 Transcription et mise à jour dans un DU ou DSS des résultats de l'évaluation des risques  Art R.4121-2 Mise à jour de l'ER à fréquence annuelle.  Art R.4121-4 Mise à disposition du DUER et conditions de consultation des travailleurs (affichage...)  <b>RG/Section 1/Chapitre 1/ art 4- Document de Sécurité et de Santé :</b> Document de sécurité et de santé L'exploitant doit établir avant le début des travaux puis tenir à jour un document de sécurité et de santé portant sur :		Une évaluation des risques (ER) a été réalisée. Le rapport de cette étude est daté du 20 mai 2016. Les résultats de cette démarche sont intégrés dans un document unique (DU) à disposition le jour de la visite dans les locaux du siège de l'entreprise. Ce travail est complété par différents dossiers de prescriptions (DP) en relation. Un examen sommaire du DP « entreprises extérieures » est réalisé le jour de l'inspection.  Toutefois, les modalités de consultation de ce document ne sont pas clairement identifiées sur le site carrière.  <b>DEM 1 :</b> L'exploitant doit assurer par une information adaptée chacun des salariés de l'établissement intervenant sur le site carrière des modalités de consultation possible du DU (affichage, mise à disposition sur le site...).

La détermination et l'évaluation des risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé;

Les mesures prises au niveau de la conception, de l'utilisation et de l'entretien des lieux de travail et des équipements pour assurer la sécurité et la santé du personnel

Les travaux doivent être exécutés conformément aux dispositions de ce document qui doit être facilement accessible aux personnes appelées à s'y référer, à vérifier qu'il existe ou à en contrôler le contenu.

#### Article 4 de la Circulaire du 3 mai 1995

##### Document de sécurité et de santé

Le document de sécurité et de santé comporte en premier lieu une analyse aussi exhaustive que possible des risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la santé.

Ce travail de réflexion permet à l'exploitant d'appréhender à leur juste valeur les divers risques.

Sur le plan de la méthodologie à mettre en œuvre, les exploitants qui ne possèdent pas les compétences requises pourront recourir à un organisme capable de les guider dans cette démarche, étant précisé que l'expérience de l'exploitant reste fondamentale pour la détermination des risques.

En second lieu, le document de sécurité et de santé fixe, pour chaque risque défini dans la première partie du document les mesures destinées soit à le supprimer, soit à l'atténuer en diminuant sa probabilité d'occurrence ou en limitant les effets d'un événement accidentel.

Pour cela, l'exploitant prend notamment en considération les principes généraux développés à l'article 13, paragraphes 1, 2 et 3; il lui appartient également de fixer le niveau de qualification du personnel en fonction des tâches à accomplir, principalement pour celles qui peuvent mettre en cause la sécurité générale de



	l'exploitation et, lorsqu'il s'agit d'exploitations ou d'installations minières, la sécurité et la salubrité publiques.	
<b>Travailleurs isolés</b>		
<b>RGIE CDT</b>	<p><b>RG/Section 1/Chapitre 1- Art 22 Travail en isolé</b></p> <p>Les personnes exerçant leur fonction en isolé doivent, selon les règles précisées dans le document de sécurité et de santé mentionné à l'article 4, bénéficier d'une surveillance adéquate ou pouvoir rester en liaison par un moyen de télécommunication.</p> <p>Article 22 de la Circulaire du 3 mai 1995</p> <p>Travail en isolé</p> <p>La localisation du travailleur en isolé et les moyens à mettre en œuvre pour assurer sa surveillance ou la possibilité pour lui de rester en liaison par un moyen de télécommunication doivent permettre de le secourir rapidement en cas de besoin.</p> <p>R.4321-1 CDT : L'employeur met à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver leur santé et leur sécurité.</p> <p>R. 4321-3 : Lorsque les mesures prises en application des articles R. 4321-1 et R. 4321-2 ne peuvent pas être suffisantes pour préserver la santé et la sécurité des travailleurs, l'employeur prend toutes autres mesures nécessaires à cet effet, en agissant notamment sur l'installation des équipements de travail, l'organisation du travail ou les procédés de travail.</p> <p><b>Focus DATI</b></p> <p>L'analyse des risques a-t-elle été menée ?  Tester la bonne utilisation du matériel ?  Tester la liaison radio. Si le système utilise la technologie GSM s'assurer de la bonne couverture réseau.</p>	<p>L'exploitant, suite à l'ER réalisée, a considéré qu'aucun poste occupé sur son exploitation de carrière ne remplissait les caractéristiques de « travailleur isolé ».</p> <p>Pourtant, lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'un conducteur de poids-lourds de l'entreprise CYMARO sur le site réalisant une opération de déchargement/chargement.</p> <p>Cette intervention sur le site carrière remplissait l'ensemble des caractéristiques du travailleur isolé.</p> <p><b>ECART 2 : L'exploitant doit reconsidérer son évaluation des risques ayant conduit à la conclusion que son établissement carrière n'était à l'origine d'aucune situation où un intervenant était en position de travailleur isolé. De plus, il appartient à l'exploitant de fournir un « Dispositif d'Alerte pour Travailleur Isolé » (DATI) adapté à toutes les personnes appelées à exercer sur le site une fonction répondant à ces critères.</b></p>

	Quel est le protocole prévu en cas d'alerte ? Qui est prévenu, comment la vérification de l'alerte est-elle assurée ? Y a-t-il toujours quelqu'un pour réceptionner l'alerte ? Comment s'effectue la chaîne de secours ?	
		Véhicules/Formation personnel
<b>RGIE</b>  <b>CDT</b>	<p>VP11/13-ET29 Plan de circulation pour les véhicules et les piétons (implantation à l'entrée de la carrière) :</p> <p><u>Le dossier de prescriptions doit aborder :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour chaque type de véhicule, les lieux de circulation et les vitesses autorisées ;</li> </ul> <p>les règles de croisement et de dépassement des véhicules ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les règles de circulation d'un véhicule se déplaçant derrière un autre ;</li> <li>- les règles de circulation simultanée des véhicules et des piétons sur une partie de piste ;</li> <li>- les conditions de transport des personnes.</li> </ul> <p>Art R.4224-3 lieux de travail intérieurs et extérieurs aménagés pour permettre une circulation sûre entre les piétons et les véhicules.</p>	<p>Un plan de circulation est en cours de finalisation. Toutefois, ce dernier n'est pas affiché à l'entrée et ne fait l'objet d'aucune diffusion aux entrants sur le site.</p> <p>Aucune circulation significative de piéton n'est effective sur le site, notamment dans la mesure où il n'est effectué aucune vente de matériaux auprès des particuliers. Les matériaux valorisés sont exclusivement réservés à l'usage de l'entreprise BTP de la société CYMARO.</p> <p><b>DEM 2 : L'exploitant doit finaliser le plan de circulation applicable au site et en assurer une diffusion pour prise de connaissance auprès de tous les entrants sur l'emprise de la carrière.</b></p>
<b>CDT</b>	<p>Art R.4323-50 : Profil des pistes satisfaisant permettant la circulation des engins dans des conditions de sécurité optimales</p> <p>Pistes libres de tout obstacle.</p>	<p>Les pistes présentes sur le site le jour de la visite semblent rassembler les caractéristiques dimensionnelles et sécuritaires suffisantes (bordées des merlons correctement proportionnés), excepté la piste située en bordure sommitale des fronts de taille dans la partie Nord, Nord-Est en limite de l'emprise autorisée. Un éboulement de terrains suite à un tir de mines ayant donné lieu à la mise à jour des matériaux à faible cohésion est identifié le jour de l'inspection. Cette zone représente un danger significatif et doit être interdite d'accès jusqu'à la réalisation de travaux de mise en sécurité efficaces et adaptés.</p> <p><b>ECART 3 : L'exploitant doit engager sans délai les travaux de mise en</b></p>

		<p>sécurité de la partie sommitale des fronts de taille au droit de laquelle est identifié un éboulement de terrains. La piste empruntant cette zone doit être interdite sans délai à la circulation de tout engin et autre véhicule jusqu'au retour d'une stabilité suffisante. A ce titre, l'exploitant renforce par une signalisation et autres dispositifs adéquates (disposition d'enrochements, panneaux d'interdiction d'accès en toutes circonstances, clôtures, balisages...)</p>
<p><b>RGIE</b></p> <p><b>CDT</b></p>	<p>VP12/16/RG26- Protection par rapport aux pistes pour les camions et engins (distance ou obstacle) :</p> <p>Risques de retournement ou de chute : protection des lieux de manœuvre et d'arrivée aux installations fixes par (butoir ou d'un dispositif équivalent) contre les risques de dérive d'un engin</p> <p>Ces lieux de manœuvres sont éclairés si nécessaire</p> <p>Art R.4323-54 : Présence du butoir pour alimentation trémie</p>	<p>Aucune zone de danger significative n'est identifiée sur le carreau de la carrière. Par contre, sur la partie supérieure en sommet de front de taille on note la présence d'une aire de bennage siège de manœuvre de poids-lourds avec une verse ne disposant pas des éléments sécuritaires nécessaires (en bout de piste longeant les fronts de taille). La hauteur de cette verse peut être estimée à 40 mètres minimum. En cas de maintien de cet équipement, il appartient à l'exploitant de mettre en place des mesures techniques (butoir...) et organisationnelles permettant d'effectuer ces opérations en toute sécurité. Il en va de même pour la verse intermédiaire identifiée lors de la visite de terrain où un camion de l'entreprise a effectué un bennage des matériaux extérieurs.</p> <p><b>ECART 4 : L'exploitant doit apporter les modifications tant techniques qu'organisationnelles permettant la mise en sécurité des différentes verses présentes et utilisées sur son site carrière. La réalisation de ces mesures doit impérativement être réalisée avant toute remise en service des dites verses.</b></p>
<p><b>RGIE</b></p>	<p>VP3/ET28- Personnel de conduite (y compris intérimaire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• âge supérieur à 18 ans (sauf dérogation) :</li> <li>• instructions pratiques et opérationnelles (règles d'entretien et de surveillance des véhicules, règles d'utilisation des véhicules notamment pour un nouveau modèle, plan de circulation, formation adaptée à l'exploitation) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- autorisation de conduite validée chaque année :</li> </ul> </li> <li>- formation à la conduite en sécurité :</li> </ul>	<p>Le dossier du salarié, Monsieur DUVAL, est présenté en séance. Il dispose de l'ensemble des éléments réglementaires nécessaires au personnel de conduite à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• autorisation de conduite en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;</li> <li>• CACES dont la validité expire en 2017.</li> </ul> <p>La fiche d'aptitude médicale est présente, mais sa périodicité maximale de 24 mois d'intervalle entre deux examens n'est pas respectée (Cf ECART 5)</p>

	<p>- aptitude à la conduite (fiche d'aptitude précisant la fonction de conducteur) : Visite médicale précisant la fonction</p> <p>R.4323-55 : La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.</p> <p>Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.</p> <p>R.4323-56 : La conduite de certains équipements présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur.</p> <p>L'autorisation de conduite est tenue à la disposition de l'inspection du travail et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.</p>	
<b>RGIE</b>	<p>ET 4/ R.4313-3 et R.4313-1 CDT</p> <p>Présence d'attestation de conformité CE</p> <p>Présence d'attestation de conformité RGIE</p>	<p>Seul la présence sur site d'un chargeur de marque Hyundai, n° de série LC0410436 est constatée lors de la visite.</p> <p>Cet engin, dont la date de construction est de juillet 2008, dispose d'une attestation de conformité CE.</p>
<b>CDT</b>	<p>Art R.4323-23 / Art 2 AM 05/03/1993</p> <p>Respect de la périodicité de réalisation des VGP (maxi 12 mois)</p> <p>R.4323-24 : Qualification et formation des personnes réalisant les VGP.</p> <p>R.4323-25 : Présence d'un registre consignait le résultat des VGP</p> <p>R.4323-26 : rapport de vérification de la personne ou organisme ayant réalisé le contrôle consultable si réalisé en externe.</p>	<p>Les VGP sont réalisées en interne par Monsieur Thierry VERDIER, salarié de l'entreprise. Il a suivi une formation adaptée pour l'accomplissement de cette fonction (formation continue).</p> <p>Les constatations de contrôle sont consignées sur un rapport. Le dernier rapport concernant le chargeur de marque Hyundai, en date du 31/03/2016, est fourni en séance. Son contenu semble répondre aux exigences réglementaires.</p> <p>Toutefois, le suivi des actions correctives suite aux observations du contrôle ne fait l'objet d'aucun suivi formalisé.</p> <p><b>DEM 3 : L'exploitant doit assurer la traçabilité, sur un support à sa convenance, des actions correctives effectivement réalisées afin de résorber les non conformités relevées suite à la réalisation des VGP.</b></p>
<b>Suivi médical</b>		
	<p>R.4624-16 : Le salarié bénéficie d'examens médicaux périodiques, au moins tous les vingt-quatre mois, par le médecin du travail. Ces</p>	<p>Le dossier de Monsieur DUVAL est présenté en séance. Le dernière visite médicale suivie par ce salarié date du 16 janvier 2013. L'exploitant</p>

	examens médicaux ont pour finalité de s'assurer du maintien de l'aptitude médicale du salarié au poste de travail occupé et de l'informer sur les conséquences médicales des expositions au poste de travail et du suivi médical nécessaire.  Sous réserve d'assurer un suivi adéquat de la santé du salarié, l'agrément du service de santé au travail peut prévoir une périodicité excédant vingt-quatre mois lorsque sont mis en place des entretiens infirmiers et des actions pluridisciplinaires annuelles, et, lorsqu'elles existent, en tenant compte des recommandations de bonnes pratiques existantes.	exprime en séance des difficultés pour le respect d'une périodicité de 24 mois entre deux visites.  <b>ECART 5 : L'exploitant doit être mettre en place une méthode de suivi lui permettant de s'assurer du respect de la fréquence maximale de 24 mois entre 2 contrôles médicaux des salariés soumis à une surveillance médicale.</b>
<b>SUIVI OEP (AM 31/12/2001)</b>		
<b>Art 1</b>	OEP retenu non porté à la connaissance de la DREAL	L'organisme effectuant les visites du site est la société PREVENCEM. Il est porté à la connaissance des services en charge de l'inspection du travail.
<b>Art 1</b>	Changement d'OEP non communiqué à la DREAL	Pas de changement d'organisme depuis plusieurs années.
<b>Art 14</b>	Visites annuelles de l'OEP non réalisées ou inférieure à 2	Deux visites OEP ont été réalisées le 23/07/2015 et le 16/12/2015. Les visites 2016 restent à programmer. Il est rappelé en séance les règles concernant le nombre de visites annuelles obligatoires de l'OEP à effectuer par année.
<b>Art 16</b>	Registre des interventions de l'OEP non disponible ou non renseigné	Les rapports de visite sont disponibles. Ces documents ont été présentés en séance.
<b>Art 16</b>	Informations du registre OEP non conformes	Pas de non conformité constatée le jour de la visite.
<b>Art 16</b>	Constatations de l'OEP non levées	Les rapports de visite de l'organisme PREVENCEM font état de plusieurs non conformités d'ordre réglementaires. La majeure partie d'entre-elles

		<p>s'avèrent récurrentes et ce depuis plusieurs contrôles. Les éventuelles actions correctives engagées ne font pas l'objet d'une traçabilité bien établie.</p> <p><b>ECART 6</b> : L'exploitant doit réaliser les actions correctives permettant de lever les observations signalées par l'OEP. Ce travail s'attachera tout particulièrement à résorber les non conformités formulées à plusieurs reprises par le dit organisme. L'exploitant doit en outre assurer une traçabilité de l'ensemble des actions correctives effectuées qui doivent être consignées sur un support à sa convenance, consultable à toutes réquisitions des services de contrôle.</p>
<b>VISITE PRECEDENTE</b>		
<b>CDT</b> <b>(R4228-1</b> <b>et</b> <b>R4228-6)</b>	<p>Détail de la prescription : mettre à disposition des travailleurs des sanitaires fonctionnels</p> <p>Constat de l'inspecteur : des sanitaires sont présents sur le site mais leur fonctionnalité n'est pas garantie</p>	<p>Des sanitaires chimiques sont présents sur le site le jour de la visite.</p>
<b>RGIE</b> <b>art22/</b> <b>RGIE</b>	<p>Détail de la prescription : munir le personnel appelé à travailler en isolé d'un moyen de télécommunication approprié (DATI)</p> <p>Constat de l'inspecteur : absence de moyen de télécommunication adapté au travailleur isolé</p>	<p><b>Cf ECART 2</b></p>
<b>CDT</b> <b>RGIE</b>	<p>Détail de la prescription : Faire vérifier périodiquement les équipements de protection individuelle ; toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour que les équipements de sécurité et de protection individuelle soient effectivement utilisés et maintenus en bon état de fonctionnement ;</p>	<p>Sur déclaration de l'exploitant, le site ne dispose plus d'EPI soumis à vérification périodique (suppression du harnais et autres éléments associés).</p> <p>Les EPI nécessaires sont distribués à chaque salarié à discrétion au siège de l'entreprise.</p>

	<p>Constat de l'inspecteur : les différents équipements (harnais d'antichute, baudriers, gilets, gants, lunettes, casques ...) doivent être à disposition sur le site, de même qu'une bouée placée près du bassin de rétention des eaux; ils doivent être vérifiés annuellement et facilement accessibles ;</p>	<p>Il n'est pas constaté la mise en place d'une bouée à proximité du bassin de décantation. En outre, les dispositifs de mise en sécurité et d'information du danger sur le pourtour du dit bassin doivent être renforcés.</p> <p>ECART 7 : L'exploitant doit renforcer le dispositif de mise en sécurité du bassin de décantation présent sur le site. A minima, une clôture périphérique agrémentée d'une signalisation de prévention d'usage, entravant de manière efficace l'accès à la zone doit être mise en place.</p>
<p><b>CDT</b> <b>R4323-101</b> et <b>R4323-104</b></p>	<p>Détail de la prescription : le résultat des vérifications périodiques des équipements de protection individuelle sont à consigner sur le registre de sécurité ; les travailleurs devant utiliser ces équipements doivent être informés de manière appropriée;</p> <p>Constat de l'inspecteur : les vérifications périodiques des équipements de protection ne sont pas consignées sur le registre de sécurité ; l'information apportée aux travailleurs ne fait pas l'objet d'une traçabilité.</p>	<p>Il n'a pas pu être démontré la communication d'une information sur le port des EPI obligatoires à l'adresse des travailleurs le jour de la visite. En outre, aucun panneau d'information en ce sens n'est disposé à l'entrée du site carrière.</p> <p>ECART 8 : L'exploitant doit mettre en place un dispositif de suivi lui permettant de s'assurer à tout moment que l'ensemble de ses salariés dispose d'EPI en cours de validité. Il lui appartient en outre de veiller à leur utilisation effective sur le site et de diligenter une information régulière et adaptée sur le port obligatoire de ces équipements.</p>
<p><b>DIVERS - COMMENTAIRES</b></p>		
	<p>Installations de traitement fixes</p>	<p>Le concassage sur site est aujourd'hui réalisé par une entreprise extérieure à l'aide d'une unité mobile.</p> <p>Pourtant, on note le jour de la visite la présence d'une installation de traitement non utilisée depuis plusieurs années. Cette dernière présente de nombreux points de non-conformité par rapport à la réglementation qui lui est actuellement applicable.</p> <p>OBS 1 : Il appartient à l'exploitant de juger de la nécessité du maintien sur site de l'installation de traitement des matériaux non utilisée depuis plusieurs années. A défaut de son enlèvement, il doit clairement mettre en évidence le caractère hors service de cette dernière et condamner tous les accès aux zones potentielles dangereuses de cet équipement (suppression condamnation des éléments d'élévation).</p>

